

REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE de CABRIES

DOSSIER : N° PC 013 019 21 K0081 T01

Déposé le : 01/07/2022

Demandeur : SCCV CABRIES LE VERGER
représentée M. Olivier FABRE

Nature des travaux : Création de 59 logements et
d'une MAM

Sur un terrain sis à : Rue Le Verger à CABRIES (13480)

Référence(s) cadastrale(s) : BR 29

Affichage 2 mois
- du 12/07/2022
au _____

ARRÊTÉ

accordant un transfert de permis de construire
au nom de la commune de CABRIES

Le Maire de la Commune de CABRIES,

VU l'arrêté en date du 24 mai 2022 accordant le permis de construire N° 01301921k0081 à la SAS COFFIM pour la création de 59 logements et une maison d'assistantes maternelles, sur un terrain situé Le Verger à CABRIES (13480), pour une surface de plancher créée de 4052,44 m² et une surface de plancher démolie de 374 m²;
VU la demande de transfert dudit permis de construire présentée le 1^{er} juillet 2022 par la SCCV CABRIES LE VERGER représentée par M. Olivier FABRE,
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23 mars 2017, modifié le 19 décembre 2019 ;
VU le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles relatifs aux mouvements différentiels de terrain, liés au retrait/gonflement des argiles approuvé par arrêté préfectoral en date du 26 juillet 2007,
VU l'étude hydraulique de cartographie de l'aléa inondation sur le territoire communal de Cabriès réalisée par le Cabinet INGEROP,
VU la situation du terrain en zone UB3-f1p et OAP N°4 du PLU,

ARRÊTE

Article 1 : Le permis de construire N° PC 01301921k0081 susvisé EST TRANSFERE à la SCCV CABRIES LE VERGER représentée par M. Olivier FABRE pour le projet décrit ci-dessus.

Article 2 : Les prescriptions énoncées par l'arrêté susvisé accordant le permis de construire initial demeurent en vigueur.

Article 3 : Le présent permis ne porte pas modification du délai de validité du permis de construire initial.

CABRIES, le

11 JUIL. 2022

Par délégation
Robert ABELA
1^{er} Adjoint



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat le
Le dépôt de la présente demande d'autorisation d'urbanisme a été affiché en Mairie le 04/07/2022*

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessibles par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.